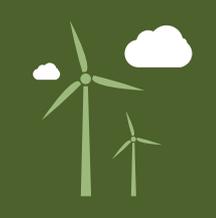


## Politique énergétique d'avenir en Afrique australe: Quel rôle pour les syndicats?

Par Ivan Mbirimi



Titre: Politique énergétique d'avenir en Afrique australe par Ivan Mbirimi

ISBN: 978-1-919706-32-0 Impression

ISBN: 978-1-919706-33-7 e-book

Publié en Septembre 2017

Par Friedrich-Ebert-Stiftung

Trade Union Competence Centre

34 Bompas Road, Dunkeld West, Johannesburg, South Africa

Tel : +27 11 341 0270 Fax: +27 11 341 0271 e-mail : Bastian.Schulz@fes-southafrica.org www.

fes-tucc.org www.facebook.com/FESTUCC/

Copyright © Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

L'auteur et l'éditeur ont fait tout leur possible pour obtenir la permission et reconnaître l'utilisation de matériel protégé par des droits d'auteur. Merci de soumettre vos demandes à l'éditeur. Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas forcément celles de l'éditeur. L'utilisation commerciale de tout média édité par Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) n'est pas permise sans l'accord écrit de FES. Les lecteurs sont encouragés à citer ou reproduire ce matériel dans leurs propres publications tant que ces dernières ne sont pas destinées à un usage commercial. En tant que détenteurs des droits d'auteurs, FES requiert une reconnaissance et une copie de la publication.

# PRÉFACE

Le Southern African Energy Network (SAEN) est un réseau de plus de dix syndicats oeuvrant dans le secteur de l'énergie en Afrique australe. L'un des objectifs du SAEN est de veiller à ce que les syndicats du secteur de l'énergie puissent influencer le cadre de la politique énergétique dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Dans ce but, le SAEN demande sa participation aux structures de la SADC concernées par la politique énergétique. Afin de jouer un rôle plus large basé sur la représentation des intérêts des travailleurs de l'énergie et de ceux des classes ouvrières en général, le SAEN a reconnu l'importance de la recherche pour approfondir la compréhension du paysage énergétique de la SADC. Le SAEN met également l'accent sur la coopération avec d'autres mouvements syndicaux et civils pour créer une base plus solide pour l'engagement dans le cadre des politiques énergétiques de la SADC. Le Trade Union Competence Centre de la FES (FES-TUCC) est heureux de travailler avec le SAEN pour faire avancer les intérêts des travailleurs de l'énergie dans la région de la SADC, et en appuyant la recherche pour la compilation de ce document de travail. Cette publication a été développée par Ivan Mbirimi, un chercheur économique indépendant et consultant. Le FES-TUCC souhaite remercier M. Mbirimi pour la production du document de discussion qui sera certainement une ressource précieuse et contribuera à la discussion et au débat autour de la politique énergétique, qui promeut une énergie durable, abordable et accessible pour les populations de l'Afrique australe.

Bastian Schulz, Directeur, FES-TUCC  
Johannesburg





# SOMMAIRE

AVANT-PROPOS .....	6
NOTIONS CLÉS .....	8
INTRODUCTION .....	10
CONTEXTE .....	12
PROBLÈMES ACTUELS .....	14
DÉFIS CONTEXTUELS .....	17
SE LIBÉRER DE L'ANCIEN MODÈLE .....	21
OPPORTUNITÉS DE BÉNÉFICIER DES TECHNOLOGIES RENOUVELABLES .....	25
POSSIBILITÉS DE FAÇONNER UN PROCESSUS POLITIQUE .....	27
L'ARÈNE POLITIQUE .....	29
QU'EN EST-IL DES SYNDICATS? .....	33
ALLER DE L'AVANT .....	35
QUELQUES LIGNES DIRECTRICES .....	38
PLAN D'ACTION .....	40
CONCLUSION .....	46





## AVANT-PROPOS:

Les changements climatiques prédits depuis longtemps par les scientifiques entraînent indéniablement des conditions météorologiques extrêmes, parmi lesquelles sécheresses et inondations, qui affectent tous les pays d'Afrique australe. Une crise énergétique s'est développée au cours de la dernière décennie dans la région, caractérisée par la hausse des prix et d'importantes pannes de courant auxquelles les gouvernements n'ont pas su remédier. En outre, trop de personnes n'ont pas accès du tout à l'électricité et leur qualité de vie ainsi que leurs perspectives s'en trouvent sérieusement compromises.



Actuellement, la plupart de nos ressources énergétiques sont issues des combustibles fossiles, c'est-à-dire du charbon, qui a un impact sur les émissions de gaz à effet de serre. L'orientation générale vers les énergies renouvelables – énergie hydraulique, solaire, éolienne et bioénergie – signifie que l'on se dirige vers une période de transition à faibles émissions de carbone. De tels systèmes d'énergie produiront une énergie non nocive pour l'environnement.

Les énergies renouvelables sont en fait une bonne nouvelle pour les communautés marginalisées – particulièrement les populations défavorisées rurales et urbaines – car elles peuvent être déployées à petite échelle. Elles offrent un moyen de réduire la 'pauvreté énergétique' et de lutter contre les inégalités qui se sont historiquement accentuées en raison de la mondialisation et de l'abus de pouvoir.

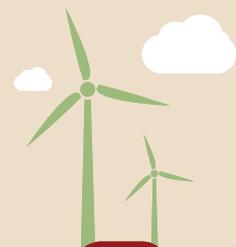
Une **formidable opportunité** permet actuellement aux syndicats d'intégrer le débat et d'aider à la formation de nouvelles politiques énergétiques profitables à tous. S'ils accueillent ces changements inévitables au lieu de leur résister, ils peuvent:



- consolider leur capacité technique et leur expertise sur les questions clés liées aux énergies
- élargir leur ordre du jour aux questions de développement
- élargir leur mandat au-delà de celui de leurs membres
- rompre le monopole des réseaux d'acteurs dans le secteur de l'énergie
- augmenter la volonté politique de mettre en œuvre de nouvelles politiques d'énergies renouvelables
- influencer ces politiques à travers une participation directe à leur élaboration
- aider à développer un plan énergétique national pour tous les peuples d'Afrique australe
- aider à la mise en place de systèmes efficaces de régulation
- aider la région à 'sauter le pas' vers des technologies intelligentes dont bénéficieront essentiellement les défavorisés et leurs membres
- améliorer les compétences de leurs membres et leur permettre de tirer profit de la transition énergétique
- s'impliquer dans la distribution d'énergie propre à travers des coopératives et propriétés
- s'orienter vers une standardisation et une production locale des composants nécessaires à l'énergie renouvelable.

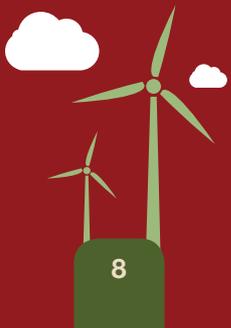
Pour l'Afrique australe, il y a deux avantages significatifs à se tourner vers les énergies renouvelables – une abondance de ressources inexploitées et presque inépuisables, ainsi que la possibilité d'écrire l'avenir sur une page relativement blanche. A l'heure actuelle, les syndicats ont une opportunité en or de dépasser la politisation du passé afin de tirer parti de ces avantages inestimables et ainsi rendre un grand service à tous les citoyens de leur région.

Joseph Mweneva Kamwendo  
Chairperson of SAEN

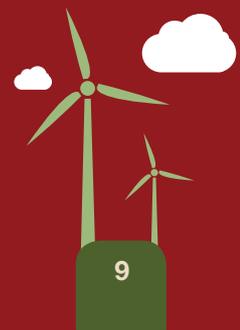


# NOTIONS CLÉS

- **La globalité du secteur de l'énergie fait face à de nombreux défis**, parmi lesquels la prise en compte du changement climatique, l'augmentation des prix de l'énergie, ainsi que la sécurité et l'efficacité énergétiques. L'un après l'autre, ces défis changent la manière dont l'énergie est produite, distribuée et utilisée, puisque les systèmes d'énergie futurs doivent produire et distribuer une énergie fiable, abordable et propre.
- Pour l'Afrique australe, les plus urgents de ces défis sont ceux du **changement climatique** et de la **pauvreté énergétique**. Cette dernière signifie que les communautés rurales dont les revenus sont faibles ainsi que les personnes sans emploi vivant dans les zones urbaines n'ont pas accès à l'énergie, même lorsqu'ils y sont raccordés.
- S'occuper de la pauvreté énergétique signifie:
  - étendre le réseau électrique jusqu'aux zones rurales,
  - diversifier les sources d'énergie; et
  - rendre l'énergie plus abordable pour les populations plus défavorisées.
- S'occuper de la question du changement climatique revient à se tourner vers des **réseaux électriques plus intelligents** (qui combinent les énergies renouvelables telles que le solaire ou l'éolien) et à associer producteurs d'électricité, consommateurs et systèmes de régulation plus efficaces.



- Les pays ont besoin de mettre en place des plans énergétiques nationaux, à l'image de celui adopté par l'Afrique du Sud en 2011. De tels plans permettent la création d'une feuille de route afin d'étendre l'approvisionnement énergétique, ainsi qu'un changement positif dans la manière de produire l'électricité.
- Le changement climatique et l'actuelle crise énergétique dans la région offrent une occasion de revoir et redessiner les politiques afin de les rendre plus efficaces.
- Les décisions politiques clés et les résultats sont souvent décidés par ceux qui détiennent le pouvoir, sans consultation globale. Par conséquent, les modalités politiques doivent être renforcées en les rendant plus inclusives et transparentes, ainsi que plus adaptées aux besoins de la population.
- Les syndicats devraient percevoir la crise énergétique et le changement climatique comme un espace créatif pour un changement politique positif. La manière la plus efficace pour eux d'augmenter leur influence en matière d'élaboration de politique est de comprendre les enjeux identifiés comme des changements moteurs pour le secteur de l'énergie.



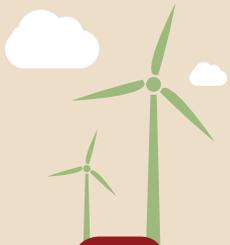


## INTRODUCTION

Les systèmes énergétiques à travers le monde sont en train de changer significativement. Les défis tels que le changement climatique, l'escalade des prix de l'énergie, la sécurité, l'efficacité et la pauvreté énergétiques se conjuguent pour amener des changements fondamentaux dans la manière de produire, distribuer et d'utiliser de l'énergie. De nombreux pays souhaitent augmenter la part de l'énergie renouvelable parmi leurs sources d'énergie parce qu'ils ont compris que les systèmes énergétiques du futur doivent produire et distribuer une énergie fiable, abordable et propre.



Plus généralement, ces développements impliquent de transformer au cours du 21<sup>ème</sup> siècle le système énergétique global vers une émission nulle de CO<sup>2</sup>. En pratique, cela signifie incorporer à la fois une quantité toujours plus importante d'énergie propre et renouvelable et un plus grand nombre de fournisseurs d'énergie dans le réseau de distribution, sans oublier l'intégration de réformes globales dans les processus politiques.







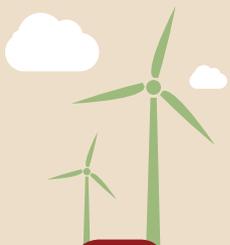
## CONTEXTE

Cela fait plus de 10 ans que la crise énergétique en Afrique australe a commencé à prendre de l'ampleur. Même les citoyens ordinaires sont devenus conscients que les gouvernements sont mal équipés pour gérer les défis complexes qui doivent être menés pour créer des systèmes énergétiques durables. Les responsables politiques doivent comprendre pourquoi les processus politiques actuels échouent et s'efforcer de mettre en place des politiques plus responsables, plus transparentes et inclusives.



Il est évident qu'il y a des faiblesses majeures dans le processus de législation:

- La plupart des politiques se révèlent être créées en réaction ou en réponse à la crise actuelle du pouvoir ; les futures offres d'énergie alternative n'ont pas été prises en compte.
- L'arène de législation politique est traditionnellement le territoire des 'acteurs' puissants – politiciens, investisseurs et technocrates. Ainsi les fournisseurs appartenant à l'Etat, les institutions financières internationales et les donateurs externes ont été des acteurs clés dans la mise en place d'une politique énergétique dans la plupart des pays de la région.
- L'élaboration des politiques est déséquilibrée, élitiste et exclut d'importants groupes tels que les syndicats et les consommateurs.

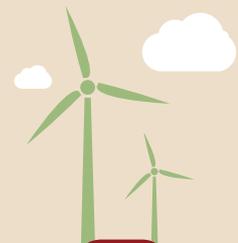


Le rapport (sur lequel ce résumé se base) a été commandé afin d'attirer l'attention sur les problèmes découlant des points évoqués ci-dessus et sur le changement global du paysage énergétique<sup>1</sup>. Les arguments clés de la publication mettent en avant le besoin de:

- Comprendre la nature du défi de la police énergétique faisant face à l'Afrique australe et encadrer correctement les réponses;
- Développer des processus de politiques plus inclusives et transparentes et pour cela, en élargir la participation;
- Déceler les opportunités créées par le changement climatique et par la crise énergétique en cours; et
- Acquérir de l'expertise et renforcer les capacités techniques sur les problèmes qui sont centraux pour le développement d'une future politique énergétique.



1. Cette publication se base sur une plus longue publication commandée par le Centre de compétences syndicales de Friedrich Ebert Stiftung Centre (TUCC) en 2016, intitulée Vers un cadre de politique énergétique efficace pour l'Afrique australe, quel rôle pour les syndicats?



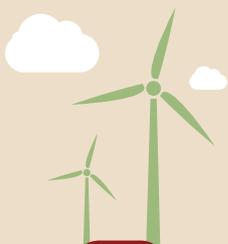


## PROBLÈMES ACTUELS

Pour comprendre la crise actuelle de la région, il faut tout d'abord observer les circonstances dans lesquelles les objectifs et les plans de la politique ont été élaborés. Pourquoi la région n'a-t-elle pas réussi à se préparer à la pénurie actuelle de capacité de production et pourquoi a-t-il été si difficile de mobiliser des fonds pour débloquer les abondantes ressources énergétiques naturelles de la région? Les réponses montrent trois conséquences de l'échec de la politique:



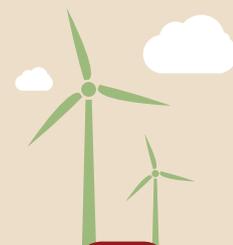
- Pendant longtemps, le taux d'investissement dans l'infrastructure énergétique a pris du retard sur le taux de croissance de la population et sur l'économie. Il y a plusieurs raisons à cela, dont les tarifs d'électricité trop bas pour rentabiliser les investissements dans le secteur; un manque de compétences requises pour planifier, gérer et mettre en œuvre de grands projets d'énergie; et un mauvais bilan de la maintenance des infrastructures énergétiques existantes.
- Les risques politiques et de projet ont été trop élevés pour des retours sur investissements positifs. L'une des raisons est que les gouvernements ont tendance à favoriser le contrôle national des actifs et projets énergétiques par rapport aux avantages des projets énergétiques régionaux. La taille conséquente de nombre de ces projets présente également des risques - par exemple, certains des grands projets hydroélectriques doivent garantir des marchés à l'intérieur ou à l'extérieur de la région. Cela explique pourquoi l'énorme potentiel hydroélectrique de la région reste largement inexploité.
- Les cadres politiques ont tendance à être faibles, obsolètes et dominés par les sociétés d'électricité appartenant à l'état, dont les cadres supérieurs font généralement partie de l'univers politique.



Les faiblesses des politiques mentionnées ci-dessus ont entraîné des lacunes importantes dans le système:

- Un manque d'investissement et de ressources financières;
- Un manque de compétences et de connaissances;
- Un écart entre l'offre et la demande - par ex. l'écart entre l'approvisionnement hydroélectrique potentiel des pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA) et les marchés du sud de la région; et
- Des cadres politiques qui excluent généralement les groupes importants tels que les syndicats et les groupes de consommateurs.

Néanmoins, il est important de noter que la région a clairement énoncé certains de ses objectifs politiques, à savoir: l'accès à l'énergie, la sécurité énergétique, l'adaptation au changement climatique et la création d'un environnement politique attractif pour l'investissement.





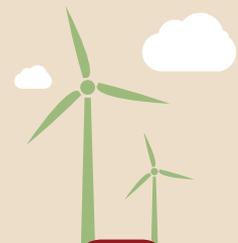
# DÉFIS CONTEXTUELS

Pour affronter les défis du secteur de l'énergie, les décideurs doivent positionner la politique énergétique dans le contexte plus large du développement. L'Afrique australe est dominée par les problèmes liés aux inégalités croissantes entre les riches et les pauvres, et le changement climatique est le plus urgent des nouveaux défis auxquels le secteur de l'énergie doit faire face. Cela mène à la conclusion que la future politique énergétique de la région doit aborder ces deux problèmes.

Le lien entre l'inégalité d'accès à l'énergie et les impacts du changement climatique est évident. Le changement climatique menace d'aggraver la situation, étant donné la probabilité que les communautés rurales deviennent plus pauvres en raison de la fréquence accrue des sécheresses et autres phénomènes météorologiques extrêmes. Les très faibles revenus des communautés rurales les rendent également exposées de manière importante aux impacts négatifs du changement climatique. Pour une région comme l'Afrique australe, qui s'est toujours démenée pour surmonter de fortes inégalités sociales et économiques, cette situation ne doit pas se détériorer.

Deux facteurs contribuent à l'inégalité d'accès à l'énergie, une caractéristique tellement commune du secteur de l'énergie dans la région:

- Le premier facteur est l'infrastructure énergétique, qui n'a pas beaucoup évolué dans les zones rurales, de sorte que la plupart des communautés rurales vivent très loin des services de transport et de distribution.





- L'autre facteur est que, même lorsque l'infrastructure énergétique s'étend dans des zones plus défavorisées, la connectivité au réseau électrique reste un défi coûteux pour de faibles revenus.

Cela montre que les politiques et les programmes conçus pour accroître l'accès à l'énergie pour les populations défavorisées ne devraient pas se concentrer seulement sur l'extension de l'infrastructure; ils devraient également fournir un soutien financier afin de permettre aux populations les plus pauvres de se connecter au réseau.



Il y a un troisième facteur à prendre en compte : les sources d'énergie renouvelables ne nuisent pas à l'environnement, et lorsqu'on les combine aux technologies numériques modernes dans les pays en voie de développement, elles peuvent être déployées à une échelle beaucoup plus restreinte. Il n'est donc peut-être pas nécessaire que les pays en voie de développement construisent une vaste infrastructure énergétique dans le but d'élargir l'accès à l'énergie. Au contraire, ils pourraient simplement développer leur secteur de l'énergie avec des conceptions plus maniables, fiables et accessibles. Cela a déjà été fait avec la technologie de la téléphonie mobile, qui a été largement adoptée sans qu'il soit nécessaire d'étendre l'infrastructure traditionnelle des télécommunications.

Cependant, cela suppose que les gouvernements de la région soient capables de surmonter deux défis, à savoir l'augmentation des investissements initiaux requis pour relancer le développement des technologies renouvelables, et la capacité à se doter d'un environnement politique stable et attractif.

En ce qui concerne le changement climatique, il y a au moins trois facteurs qui auront un impact sur le secteur de l'énergie: le réchauffement climatique; la modification des conditions météorologiques régionales; les phénomènes météorologiques extrêmes. Au cours de ces dernières années, ces impacts sont devenus de plus en plus évidents dans la région. Les fortes pluies de la saison des pluies 2016/17, tombées après des années de sécheresse, illustrent l'augmentation de la gravité et de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes que les climatologues ont prédits.



Parce que le secteur de l'énergie est un responsable majeur des émissions de gaz à effet de serre, il sera fortement affecté par les politiques visant à atteindre l'objectif international convenu en matière de réchauffement climatique - fixé à 2 degrés par la Conférence de Paris sur les changements climatiques. Ont déjà été retenus un certain nombre de choix pouvant mener à réduire substantiellement les émissions de gaz à effet de serre produits par le secteur de l'énergie. Ces choix comprennent:



- La décarbonisation de l'approvisionnement en électricité et l'utilisation croissante des technologies d'énergie renouvelable;
- L'électrification du chauffage domestique et des transports qui sont actuellement alimentés par d'autres moyens; et
- La réduction de la demande finale d'énergie (efficacité accrue de la consommation d'énergie) sur le transport et la distribution.



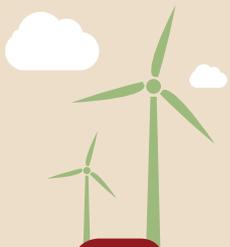


Il est évident que les efforts actuels de réduction des gaz à effet de serre devront être considérablement intensifiés pour atteindre l'objectif de la moyenne mondiale fixé lors de la Conférence de Paris sur le Climat en 2015. Les politiques gouvernementales seront essentielles dans le but d'encourager la transformation des systèmes énergétiques – notamment les politiques sur l'investissement dans les technologies renouvelables (en particulier la suppression des obstacles financiers à l'investissement); sur le renforcement des capacités; et dans le but d'encourager le développement d'un cadre juridique approprié avec une stabilité réglementaire suffisante.



L'importance de ces mesures est en partie illustrée par l'évolution du *South Africa's Renewable Independent Power Producers' Procurement Programme* (REIPP). Il montre que les technologies d'énergie renouvelable dépendent d'un cadre réglementaire clair et stable pour leur développement, leur fournissant un soutien direct. Après un tarif de rachat garanti comme principal instrument de politique, le gouvernement a mis en place un système d'offres et d'enchères, qui, à observer le développement considérable de l'industrie, semble avoir bien fonctionné. Cependant, l'expérience de l'Afrique du Sud montre également que l'expansion des technologies renouvelables entraînera des défis croissants (liés à l'intégration des installations de production au sein du réseau électrique et à l'élargissement de la participation à l'industrie), ainsi que l'assurance que la création d'emplois concerne les populations locales.

En Afrique australe, les sources d'énergie renouvelables ont un rôle important à jouer dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et le fait qu'elles deviennent de plus en plus compétitives par rapport à l'énergie thermique devrait rendre leur exploitation plus attractive. Actuellement, l'hydroélectricité est le plus gros contributeur (21% en 2015), mais l'énergie solaire (2,9% en 2015), l'énergie éolienne (4,4% en 2015) et la bioénergie sont supposées connaître la plus forte croissance.

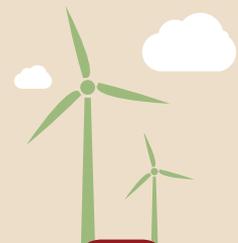


# SE LIBÉRER DE L'ANCIEN MODÈLE

Ce que l'on pourrait appeler le modèle de politique traditionnel dans le secteur de l'énergie se caractérise principalement par ce que la Banque mondiale appelle, dans son dernier Rapport sur le Développement dans le Monde (2017), une répartition inégale du pouvoir dans la société. Cela conduit à l'exclusion de certains groupes des processus politiques et nuit à l'efficacité de ces derniers en raison de l'emprise politique et du clientélisme<sup>2</sup>.

L'approche de l'investissement et de la tarification adoptée par les gouvernements de la région illustre l'impact négatif des deux sur le secteur de l'énergie. Par exemple:

- Les décisions d'investissement sont souvent retardées par les élites qui tentent d'obtenir des investissements qui favorisent leurs propres intérêts plutôt que le bien public.
  - Alors que la plupart des gouvernements de la région ont mis en place des régulateurs indépendants de l'énergie ayant pour responsabilité de déterminer de manière indépendante le niveau des tarifs de l'électricité, ces régulateurs indépendants ont rarement une liberté totale. En effet, afin de maintenir les tarifs à un niveau abordable pour les populations pauvres, les gouvernements s'appuient régulièrement sur les régulateurs afin de sécuriser les votes de cette partie de la population (traitée comme des clients) et donc de consolider le pouvoir politique des gouvernants.
2. Rapport sur le Développement dans le Monde (2017) par la Banque mondiale. Le terme 'emprise' désigne les efforts déployés par les élites politiques ou les gouvernements pour influencer les politiques en leur faveur, permettant à ceux qui ont le pouvoir politique d'exercer une influence injuste sur les résultats politiques. Le 'clientélisme' consiste à exercer le pouvoir politique d'une manière qui profite aux groupes favorisés (clients). Sa manifestation la plus courante est celle où des transferts stratégiques sont faits par des partis politiques ou des gouvernements à des groupes pauvres et désavantagés afin de sécuriser leurs votes dans le but de consolider le pouvoir politique.

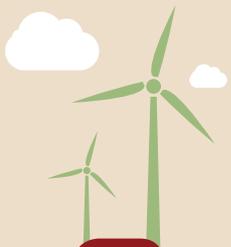




## *Alors que faudrait-il faire pour se libérer de l'approche traditionnelle de la politique dans le secteur de l'énergie?*

En: général, la conception de politiques efficaces dépend de trois facteurs interdépendants:

- Tout d'abord, des politiques efficaces doivent être appropriées aux arrangements institutionnels et politiques pour lesquels elles sont conçues. Étant donné la variété de contextes institutionnels et politiques qu'il existe, pour davantage d'efficacité ces politiques doivent correspondre aux dispositions institutionnelles et politiques dans lesquelles elles seront mises en œuvre. En termes simples, les instruments de politique n'ont pas une efficacité identique dans tous les environnements politiques.
- Ensuite, il est important d'être clair sur les objectifs et les priorités des politiques. Le manque de clarté des objectifs est l'une des raisons pour lesquelles les bonnes politiques ne fonctionnent pas toujours. De même, il n'est pas rare de trouver des objectifs contradictoires dans le même cadre politique. Bien que cela puisse parfois être le résultat de la 'politique', dans certains cas, cela reflète simplement le fait que les décideurs n'ont pas défini les priorités de leurs politiques.
- Enfin, il est important de bien comprendre les contraintes susceptibles de rendre difficile la réalisation des objectifs de la politique.





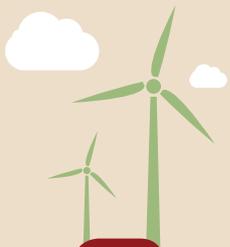


De ces trois facteurs, on peut dégager deux recommandations pratiques:

- Premièrement, il est particulièrement important de comprendre le fonctionnement des processus politiques actuels. Si l'élaboration des politiques est largement façonnée par des contextes politiques/institutionnels en cours et préexistants, la nature et la force des pouvoirs politiques en jeu dans le domaine politique doivent être comprises. On peut s'attendre à ce que de telles forces favorisent les arrangements politiques existants, qui aboutissent souvent à une inaction ou à une impasse.
- Deuxièmement, les politiques qui fonctionnent dans un contexte institutionnel ne fonctionneront pas forcément dans un contexte distinct. Dans les contextes politiques des pays en développement, le problème n'est pas seulement l'appropriation du processus politique par les élites; c'est aussi le fait que les capacités techniques et l'expertise sont souvent trop faibles pour analyser et mettre en place les politiques nécessaires.



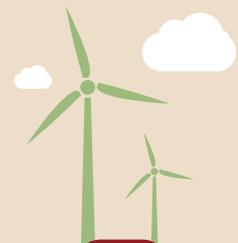
Un cadre politique doit être adapté à l'objectif, de manière claire et cohérente. Par exemple, on ne peut s'attendre à ce qu'une politique visant à facturer des tarifs reflétant la réalité des coûts produise dans le même temps des tarifs bon marché pour les citoyens défavorisés.

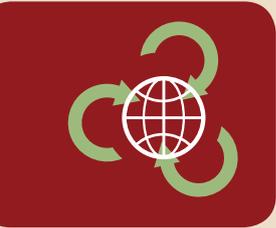


# OPPORTUNITÉS DE BÉNÉFICIER DES TECHNOLOGIES RENOUVELABLES

Les sources d'énergie renouvelables (solaire, éolienne et hydroélectrique) sont des options attractives pour l'Afrique australe en raison de leur faible impact carbone, de leur disponibilité illimitée et de la stabilité de leurs prix. Elles apporteront divers avantages économiques au cœur de l'éducation, de la santé et de l'emploi. Elles offrent également des options et des flexibilités attrayantes:

- Les progrès des technologies de réseau intelligent ont permis d'intégrer des quantités croissantes d'approvisionnement en énergie volatile et un plus grand nombre de fournisseurs d'énergie au sein du réseau de distribution. Cela signifie que le développement d'un réseau national ou régional intégré est maintenant beaucoup plus facile à accomplir. Avec la mise en place d'une grille intégrée, il devient plus facile de relâcher la pression sur le réseau centralisé et de fournir de l'électricité de secours pendant les périodes de forte demande.
  - La technologie de réseau intelligent facilite également les technologies de production décentralisée (DG)<sup>3</sup>. Grâce au développement de plus petites sources décentralisées d'électricité, il est possible de fournir des centrales électriques à l'échelle des ménages. Cela permettra aux maisons individuelles et aux villes rurales d'accéder à l'électricité sans dépenses importantes, afin d'alimenter les zones faiblement peuplées.
3. Les technologies DG sont des systèmes à plus petite échelle, voire à l'échelle du ménage, généralement privés et exploités, qui représentent un modèle économique différent pour l'électricité - permettant aux communautés rurales d'avoir accès à l'électricité sans être connectées au réseau.





- La région a la possibilité de bénéficier de mesures d'efficacité énergétique - également facilitées par les technologies de réseau intelligent. L'efficacité énergétique est un élément essentiel du développement durable parce que réduire la consommation d'électricité signifie avoir besoin d'une moindre extension de la capacité de production.
- Il est possible d'accroître les investissements dans le secteur de l'énergie. Alors que les services publics étaient traditionnellement responsables de la construction de centrales électriques en cas de besoin, avec l'arrivée de systèmes décentralisés de DG, n'importe qui - investisseur ou utilisateur individuel - peut investir son propre capital privé dans la production d'électricité. Pour les services publics à court de capital dans la région, cela se révèle être une option attrayante. Les petits réseaux rendent cette opportunité concrète en fournissant un moyen pour les services publics de gérer et d'intégrer de nombreuses petites centrales individuelles au sein du réseau. La production renouvelable décentralisée est une technologie renouvelable particulièrement prometteuse dans la région, notamment en ce qui concerne les panneaux photovoltaïques installés sur un toit.



Il est cependant important de noter que les opportunités peuvent varier d'un pays à l'autre. En particulier certaines différences peuvent être attendues entre les opportunités susceptibles de bénéficier à l'Afrique du Sud – l'économie d'ancrage de la région – et celles qui pourraient être plus avantageuses pour les autres pays de la région. D'une manière générale, les technologies qui bénéficieront à l'Afrique du Sud comprennent l'efficacité énergétique, le réseau intelligent, le compteur intelligent, la DG et le stockage de l'hydrogène. D'autres pays sont susceptibles de bénéficier de mesures d'efficacité énergétique, de DG, et de la mise en œuvre de micro-réseaux.



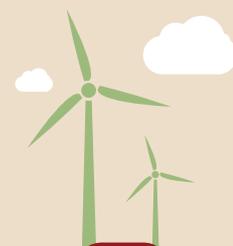
Si le succès de ces opportunités implique des coûts importants (en termes d'investissements dans les nouvelles technologies et dans l'extension du réseau dans le but d'intégrer les technologies renouvelables), la région, comme d'autres pays en développement, commencera par au moins un avantage. Sauf pour l'Afrique du Sud, qui dispose d'un secteur énergétique important, les autres pays ont des secteurs énergétiques relativement peu développés. Certains voient donc une excellente opportunité pour les pays en développement de 'sauter le pas' vers les technologies intelligentes dans le secteur de l'énergie.

## POSSIBILITÉS DE FAÇONNER UN PROCESSUS POLITIQUE

Il est clair que la nécessité d'une nouvelle politique énergétique, face au changement climatique et aux inégalités croissantes, se révèle être une occasion rêvée de changer les processus politiques:

- Premièrement, la crise énergétique en cours dans le Sud de l'Afrique montre que les processus politiques actuels ont échoué. Dans ce cas, il existe une possibilité de modifier les processus de stratégie. Considérée de cette façon, la crise est l'occasion de changer le règlement politique existant - qui a traditionnellement placé les intérêts des élites dirigeantes et des secteurs minier et industriel au-dessus de ceux des autres<sup>4</sup>.

4 Le règlement politique est utilisé comme raccourci pour décrire la répartition du pouvoir de négociation et de l'influence dans le secteur de l'énergie - une distribution qui reflète généralement les déséquilibres de pouvoir dans la société.





- Deuxièmement, la transition des sources d'énergie traditionnelles non renouvelables (comme le charbon, le gaz naturel et le pétrole) aux technologies renouvelables (telles que l'énergie solaire, éolienne et hydroélectrique) ne se produira pas toute seule. Afin de suivre cette voie, des politiques appropriées et motivantes seront nécessaires. Ce besoin crée également des opportunités pour influencer ou façonner de telles politiques.
- Troisièmement, avec l'acceptation croissante du fait que l'avenir du secteur énergétique réside dans les technologies renouvelables, il est possible de changer le modèle traditionnel
- -loin de la domination des entreprises d'état, avec peu ou pas de participation d'autres groupes (tels que les syndicats et les consommateurs)- pour un processus politique plus inclusif et transparent.



L'expérience montre que les technologies renouvelables doivent être soutenues dans les premiers stades avant de pouvoir rivaliser avec les sources d'énergie traditionnelles non renouvelables. Généralement, elles ont des coûts de démarrage plus élevés et des coûts d'exploitation plus faibles que les technologies de production d'électricité à base de combustibles fossiles. Ainsi, bien que les technologies renouvelables soient plus rentables à long terme, des politiques novatrices visant à promouvoir l'investissement dans les technologies renouvelables sont nécessaires au départ. Des exemples de telles politiques comprennent les tarifs de rachat, les appels d'offres et les enchères. L'enchère a été utilisée par l'Afrique du Sud pour développer son industrie des énergies renouvelables de manière significative.



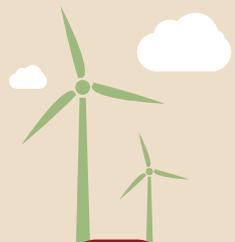
# L'ARÈNE POLITIQUE

Afin de comprendre comment les processus politiques fonctionnent, il est utile de les imaginer comme s'ils prenaient place dans une arène (stade). Dans cette arène, la question de savoir qui est - et qui n'est pas - impliqué dans l'élaboration des politiques est largement déterminée par qui a le pouvoir et l'influence dans la société ou le secteur de l'économie examiné(e).

Comme il a été expliqué plus haut, dans la plupart des pays d'Afrique australe, il y a essentiellement trois acteurs principaux: le gouvernement - exerçant son influence politique à travers les entreprises publiques, la Banque mondiale et les pays donateurs occidentaux. Les syndicats et autres groupes ne sont pas seulement exclus du processus, ils ne sont presque jamais consultés.

***La question est de savoir comment les syndicats (et d'autres acteurs qui ne participent pas actuellement à l'élaboration des politiques), qui n'ont pas de pouvoir politique, de ressources financières et d'expertise technique, peuvent se faire entendre dans le processus politique?***

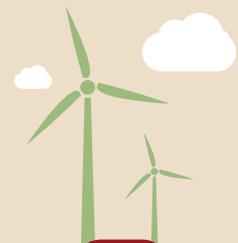
Si vous pensez que les processus politiques se déroulent dans une arène, il est facile de voir que le pouvoir influence l'élaboration des politiques. Cependant, il y a trois autres facteurs: le contexte de gouvernance; les discours politiques dominants; les réseaux d'acteurs.





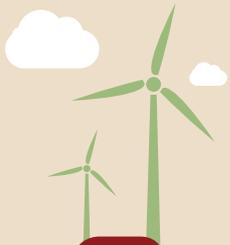
- Premièrement, il existe un lien direct entre le pouvoir des acteurs dans l'arène politique et le contexte de gouvernance qui se dégage. Pourtant, le contexte de gouvernance est également façonné par des forces externes. Par exemple, lorsque le public s'est intéressé (par opposition à l'indifférence) à l'environnement, il a ouvert la voie à une nouvelle façon de penser dans le sens du développement durable. Celui-ci façonne à son tour les discussions politiques sur l'énergie.
- Deuxièmement, le rôle des discours politiques (récits) qui éclairent l'élaboration des politiques est parfois sous-estimé. Pourtant, derrière chaque politique 'efficace'<sup>5</sup> se cache 'l'histoire derrière l'histoire'. À titre d'exemple, dans le modèle traditionnel, donner accès à l'électricité à une base plus large est souvent une priorité absolue. En effet, les gouvernements souhaitent faire en sorte que davantage de personnes dans les zones rurales (qui constituent un groupe politique clé) puissent profiter des avantages de l'électricité. Ce discours fonctionne encore, bien qu'il soit évident que les gouvernements n'ont pas assez d'argent pour étendre le réseau dans les zones rurales. Un problème plus important réside dans le fait que les revenus ruraux sont simplement trop bas pour permettre le raccordement au réseau. L'introduction des technologies renouvelables est l'occasion de générer un nouveau discours ou un récit qui soutiendra les politiques qui promeuvent ces technologies. Cependant, à l'heure actuelle, les décideurs et la population en général n'ont qu'une vague idée des avantages potentiels de ces technologies. Ils ne comprennent pas encore que les technologies Dg ouvrent la voie à la construction de centrales électriques à l'échelle des ménages. Ces stations de petite taille sont très certainement un moyen moins coûteux pour acheminer l'électricité vers les communautés rurales.

5. Une politique efficace est simplement celle qui fournit ce que la politique a été conçue pour atteindre.





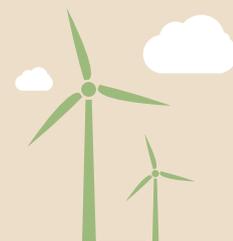
- Au fil du temps, les acteurs de la sphère politique (dont les perspectives générales peuvent différer) peuvent trouver qu'il est dans leur intérêt de coopérer. Dans le secteur de l'énergie en Afrique australe, il existe un puissant réseau d'acteurs composé de services gouvernementaux (tels que le ministère des Finances), d'entreprises publiques, de la Banque mondiale et de donateurs occidentaux. Ces quatre acteurs se réunissent souvent pour décider des investissements dans les projets cruciaux de la région. On suppose que les gouvernements des pays en développement coopèrent pour obtenir des fonds pour leurs projets, tandis que d'autre part, la Banque mondiale et les donateurs occidentaux cherchent à créer des opportunités d'investissement pour leurs entreprises. Une façon différente de penser à ces acteurs est de les voir comme des obstacles à l'entrée qui doivent être surmontés par ceux qui sont exclus du processus politique. Par conséquent, ceux-là, comme les syndicats désireux de s'impliquer davantage dans le processus d'élaboration des politiques, doivent se concentrer sur l'élaboration de discours politiques pertinents et sur la construction de leurs propres réseaux d'acteurs influents. Cette démarche devient urgente à la lumière de l'occasion offerte par la crise énergétique en cours, le changement climatique et les inégalités économiques croissantes.



## QU'EN EST-IL DES SYNDICATS?

Les syndicats sont confrontés à des défis majeurs, dans un paysage énergétique en pleine floraison qui changera inévitablement d'une manière qui affectera leurs emplois et leur mode de fonctionnement. De nouvelles technologies vont être introduites et l'organisation de l'industrie énergétique changera également. Il y aura probablement plus de distribution décentralisée d'électricité par rapport à l'actuel modèle très centralisé de production, transport et distribution. Dans ce contexte, que peuvent faire les syndicats pour promouvoir leurs intérêts ? Il leur est possible fondamentalement soit résister, soit adopter le changement.

**Résister au changement** signifie adopter une approche qui privilégie la protection de l'emploi et les conditions de travail pour les travailleurs existants. Cette option est peu susceptible de servir les intérêts à long terme des syndicalistes. Les données provenant de nombreux secteurs économiques montrent qu'il est finalement inutile pour les travailleurs de résister aux changements technologiques. En tout état de cause, les membres des syndicats ont également intérêt à ce que les systèmes d'énergie soient fiables, abordables et propres, ce que la transformation des systèmes énergétiques devrait apporter. Il y a aussi le risque que le fait de se concentrer sur la protection de l'emploi détourne l'attention de la tâche la plus importante qui est de s'assurer que les coûts d'adaptation aux systèmes énergétiques à faible émission de carbone soient partagés équitablement.

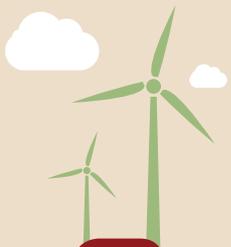




D'autre part, **accepter le changement** signifie concentrer l'attention sur les opportunités qui se présenteront dans le nouvel environnement. Cela devrait donner la priorité à l'éducation et au recyclage des membres du syndicat afin qu'ils puissent tirer parti des possibilités d'emploi offertes par les technologies d'énergie renouvelable. Le mouvement syndical devrait également voir l'opportunité d'élargir son mandat au-delà de la simple protection des intérêts de ses membres.



Il est extrêmement préoccupant que les changements en cours dans le secteur de l'énergie se fassent dans un contexte politique qui exclut largement les syndicats et les groupes de la société civile, comme ceux qui représentent les consommateurs. Cela doit évidemment changer. La grande question est de savoir comment les aspects pertinents du contexte politique peuvent être modifiés pour promouvoir des résultats positifs pour les syndicats et la société dans son ensemble. Il est donc absolument essentiel d'établir quels sont les facteurs pertinents et, parmi les participants de la sphère politique, qui a le pouvoir et l'influence en raison du contrôle de ces facteurs.



# ALLER DE L'AVANT

Pour aller de l'avant, les syndicats doivent accorder une attention particulière aux défis politiques et aux caractéristiques de l'économie politique des projets énergétiques ou du développement énergétique. La preuve est claire que:

- Les détenteurs de l'autorité politique peuvent faire progresser ou retarder des politiques énergétiques spécifiques - en contrôlant les ressources financières et les organismes de réglementation, en sélectionnant les décideurs en matière d'énergie et en faisant pression sur eux, comme cela a souvent été le cas pour les services publics d'électricité de la région. A titre d'exemple classique, on peut citer la manière dont les services publics ont souvent été empêchés de facturer des tarifs reflétant les coûts, ce qui rendrait les investissements dans les infrastructures énergétiques plus attrayants.
- Les ressources financières que les acteurs externes tels que la Banque mondiale et les gouvernements donateurs accordent confèrent un pouvoir et une influence considérables, ce qui leur permet de choisir où allouer des fonds entre différentes options. Par exemple, la Banque mondiale a financé la construction des centrales à charbon de Medupi et de Kusile en Afrique du Sud au moment où le gouvernement sud-africain adoptait des plans à long terme pour réduire la dépendance du pays vis-à-vis des centrales de production d'énergie au charbon.





- Le contrôle des connaissances et de l'information est un aspect critique du pouvoir et de l'influence dans l'élaboration des politiques. Les capacités techniques de production, d'interprétation et de diffusion des connaissances et de l'information ne sont pas également répandues, en particulier dans les pays en développement où de puissants acteurs internationaux et leurs discours politiques égoïstes prospèrent souvent.

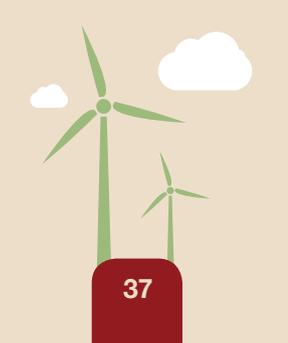


Au-delà de ces trois facteurs, les caractéristiques de l'économie politique du secteur de l'énergie doivent également être prises en compte. Les facteurs qui influent sur les caractéristiques spécifiques de l'économie politique du secteur de l'énergie comprennent:

- Une chaîne d'approvisionnement longue et complexe comportant de nombreux points de décision crée de nombreuses possibilités d'intervention politique.
- Dans les économies des pays en développement, le secteur de l'énergie est un gros employeur, ce qui peut entraîner des pressions politiques pour créer des emplois et octroyer des contrats et des emplois à des partisans politiques.
- Les investissements sont de grande envergure et les projets sont de longue durée, les coûts initiaux étant très élevés pour les projets. Ceci, combiné au fait que les coûts et les rendements sont difficiles à prévoir, rend les investissements risqués.



Sans surprise, la prise de décision dans le secteur de l'énergie a tendance à être fortement contestée et politique.





## QUELQUES LIGNES DIRECTRICES

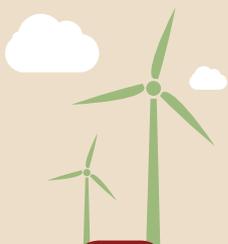
Sur la toile de fond de ces défis, qu'est-ce qui devrait éclairer l'approche des syndicats pour accroître leur influence sur les processus d'élaboration des politiques? Quatre principes sont suggérés comme consigne:

### **Construire une base solide basé sur l'éducation et le réseau**

Pour le moment, les syndicats n'ont pas la capacité technique, les ressources financières et l'autorité politique nécessaires pour engager et défier les services publics et leurs partenaires : les institutions financières internationales et les gouvernements donateurs. Cela souligne la nécessité pour les syndicats de donner la priorité à l'acquisition de connaissances dans ces trois domaines. L'amélioration des capacités techniques en particulier augmentera directement leur influence sur la politique. Mobiliser un soutien pour leur programme politique - que nous soutenons ci-dessous - augmentera indirectement leur influence politique et pourrait également attirer un soutien financier.

### **Développer de solides discours politiques**

Les syndicats ont besoin d'une perspective claire sur les défis auxquels ils sont confrontés. Cela devrait ensuite être transformé en un discours politique dynamique qui puisse exciter, inspirer et engager à la fois ses membres et la population en général. Pour cela, une session de brainstorming pourrait être organisée: demandez à un groupe informel de membres du syndicat, au développement, à la campagne (la société civile) et aux professionnels de la communication de passer du temps ensemble pour développer et affiner un discours politique.

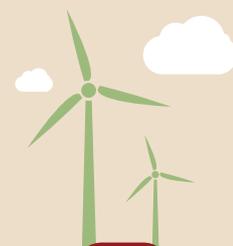


## Épouser les changements qui se produisent dans le secteur de l'énergie

Le paysage énergétique naissant ne doit pas seulement être considéré comme une source de défis, car les syndicats peuvent également saisir des opportunités. Par exemple, les technologies Dg ouvrent la possibilité de propriété des centrales électriques. Contrairement à la position actuelle, où la quasi-totalité de l'électricité est produite par de grandes entreprises appartenant à des entreprises d'état centralisées, les technologies Dg faciliteront la construction et la possession de centrales électriques par d'autres acteurs : des coopératives, des municipalités, des communautés locales et des particuliers. Une telle extension de la propriété - que certains considèrent comme la démocratie économique - devrait être saluée par les syndicats, car certains de leurs membres pourraient devenir propriétaires de telles entreprises (membres de coopératives ou individuellement), même s'ils perdent leur emploi suite à la transformation du secteur de l'énergie.

## Aller au-delà des préoccupations traditionnelles

Au cours de la dernière décennie, les avantages de la mondialisation ont été de plus en plus remis en question, même si la mondialisation est capable d'apporter une grande prospérité. C'est principalement parce que les avantages et les coûts de la mondialisation ont été inégalement partagés. Il est également évident que la mondialisation a contribué à des modes de développement non durables. Une conséquence est l'impact sur le climat mondial, qui est proche du moment où des impacts négatifs graves et irréversibles sur les personnes et les écosystèmes semblent inévitables.





Il est donc dans l'intérêt du mouvement syndical de s'attaquer aux vastes préoccupations sociales et économiques de la population en général, en particulier des pauvres. Il est suggéré que les syndicats aillent au-delà de leurs préoccupations traditionnelles concernant les emplois et les droits des travailleurs et adoptent des préoccupations sociales et politiques plus larges concernant l'environnement, la pauvreté et les inégalités. Le mélange de la crise de la mondialisation et de la crise énergétique dans la région offre aux syndicats l'occasion de créer des alliances et des réseaux élargis en faveur de processus politiques inclusifs et transparents.



## PLAN D'ACTION

Alors à quoi devrait ressembler le plan d'action?

1. Il sera essentiel de **hiérarchiser les problèmes et d'établir des objectifs clairs**, puis de s'y tenir. C'est parce qu'il y a un si grand nombre de problèmes sur la table qu'il n'est pas possible de les aborder tous en même temps. Il sera préférable de se concentrer sur un petit nombre de questions prioritaires, de définir le succès de chacune d'entre elles et de les rassembler dans un programme politique qui peut faire l'objet d'un engagement politique avec le gouvernement et d'autres parties.
2. Un **programme de recherche et d'éducation** devrait être au cœur du programme d'action. L'exemple en est que les connaissances et l'expertise techniques sont une source de force et d'influence dans l'engagement politique. Les syndicats devraient donc investir du temps et de l'argent pour acquérir une compréhension solide des questions clés qui façonnent le programme énergétique. Parmi les trois sources potentielles de pouvoir et d'influence

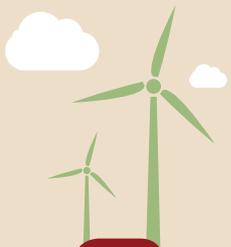




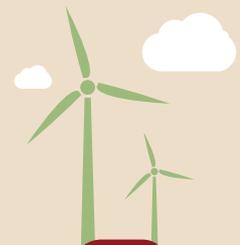
identifiées précédemment, la capacité technique est celle où les progrès les plus rapides peuvent être réalisés. Les syndicats peuvent immédiatement prendre des mesures pour renforcer leurs connaissances techniques et leur expertise sur:

- L'économie et la politique du développement à faible émission de carbone;
- Les coûts et les avantages de la transition vers des systèmes énergétiques à faible intensité de carbone et comment les coûts de l'ajustement pourraient être partagés équitablement;
- Les avantages et les inconvénients des technologies de l'énergie renouvelable, et comment les membres des syndicats peuvent tirer profit des opportunités dans les technologies renouvelables, telles que la DG de l'électricité.
- Les défis du changement climatique et les réponses politiques à ce problème comme par exemple, l'augmentation probable du protectionnisme commercial.
- Les mesures pour lutter contre la pauvreté énergétique.
- Les modes de propriété alternatifs dans le secteur de l'énergie étant donné la nécessité de diversifier les sources d'énergie si de plus en plus de personnes (individuelles ou collectives) peuvent accéder aux marchés de l'énergie en tant que propriétaires ou constructeurs de centrales locales de production à petite échelle.

Les connaissances issues de la recherche peuvent être complétées par des **informations provenant d'échanges** avec des syndicats d'autres pays et régions. Cela devrait aboutir à un mouvement syndical bien informé, prêt à analyser les faits pertinents, à formuler des stratégies et des politiques claires et à communiquer efficacement son programme d'action aux parties prenantes et à la population en général. Il existe déjà un exemple dans la région, dans l'approche adoptée par le Syndicat national National Union of Metalworkers of South Africa (NUMSA) en vue de discussions sur la décarbonisation du secteur de l'énergie en Afrique du Sud.



3. Outre l'acquisition d'une expertise technique, les syndicats devront **revoir leurs programmes d'éducation et de formation** afin de mieux répondre aux besoins de leurs membres à mesure que l'industrie évolue. Sur ce point, ils pourraient travailler avec les écoles techniques et les universités pour concevoir des programmes de formation qui ciblent les besoins d'une industrie en mutation. Les systèmes énergétiques à faible émission de carbone nécessitent des compétences techniques spécifiques, qui ne sont pas facilement disponibles dans la région pour le moment. L'utilisation de technologies intelligentes implique l'installation de dispositifs à forte intensité de connaissances qui ne peuvent être réalisés que par des personnes ayant des compétences dans les technologies numériques modernes et la gestion des données. Les cours couvrant ce genre de compétences ne sont pas disponibles actuellement dans la région.
4. La transition vers une énergie à faible émission de carbone entraînera des **coûts d'ajustement**. Sur ce point, plusieurs questions doivent être résolues : quelle est l'ampleur probable de ces coûts et comment seront-ils partagés entre les parties prenantes dans le secteur de l'énergie ? Quel est le cours futur probable de l'emploi dans le secteur de l'énergie ? Les travailleurs actuels peuvent-ils se renouveler afin de pouvoir concourir pour de nouveaux emplois créés dans le secteur des énergies renouvelables?
5. Ce que les syndicats souhaitent et peuvent apporter à la politique énergétique régionale doit être examiné attentivement et ensuite énoncé clairement. Bien que la CDAA ait adopté un certain nombre de plates-formes politiques, peu de choses ont été accomplies, car beaucoup ne sont que des listes de souhaits. Cela suggère qu'une action est nécessaire pour transformer les souhaits en réalité. En plus d'être représentés dans les organes pertinents de la CDAA, les syndicats devraient faire pression sur les gouvernements pour qu'ils établissent des mécanismes efficaces de suivi et de coordination aux niveaux régional, national et local.



Il y a un certain nombre de questions à propos desquelles la coordination et la cohérence font cruellement défaut:

- Planification des investissements: malgré l'objectif de longue date de coopérer au développement de l'énorme potentiel énergétique de la région, les considérations d'intérêt national dépassent souvent les intérêts régionaux et, par conséquent, le potentiel de la région reste largement inexploité.
- Sécurité énergétique: la plupart des gouvernements adoptent une perspective nationale, accordant la priorité à l'autosuffisance nationale plutôt qu'à l'autosuffisance régionale. La poursuite de cette conception ancienne de la sécurité énergétique sape cependant la coopération régionale et freine le développement d'un secteur énergétique régional.
- Technologies de l'énergie renouvelable: il y a encore peu de preuves indiquant que les gouvernements comprennent pleinement leur potentiel, et encore moins en ce qui concerne l'importance de dispenser des cours de formation et d'éducation pertinents. Les syndicats doivent faire de ces cours une de leurs priorités.
- Normalisation des équipements et des pièces de rechange et autres dispositifs d'énergie renouvelable: la normalisation des dispositifs tels que les générateurs de mini-réseaux, les modules solaires, les conducteurs, les transformateurs et les transformateurs est essentielle pour créer une base de fabrication de ces dispositifs dans la région.



Dans le contexte des gouvernements dont la capacité de mise en œuvre des projets et des programmes est limitée, une initiative syndicale qui oriente l'attention et la concentration de la région sur le contrôle, la coordination et la cohérence peut être un moyen très efficace d'influencer la politique.

**6. la transition vers un avenir à faible émission de carbone** qui a recours à une part élevée d'énergie renouvelable nécessitera des investissements considérables dans les technologies elles-mêmes et dans l'infrastructure qui soutient ces technologies. Une grande partie de cet investissement concerne la technologie intelligente nécessaire à la construction de systèmes énergétiques flexibles et unifiés. Il y a de fortes raisons d'en parler au niveau régional, ne serait-ce que pour lancer une discussion sur les avantages probables des réseaux intelligents pour la région. Les avantages comprennent:

- La facilitation des services d'équilibrage de la charge du réseau et d'automatisation de la distribution qui aident à maintenir la continuité de l'alimentation et alertent les services publics sur les pannes d'électricité;
- L'opportunité potentielle de sauter le pas vers les réseaux intelligents;
- L'implémentation de technologies renouvelables dans le réseau national. L'énergie renouvelable a besoin de réseaux intelligents en raison de la nécessité de gérer l'intermittence - le fait que le soleil et le vent ne se produisent qu'à certains moments et que l'électricité peut être affectée par la sécheresse.



# CONCLUSION

En résumé, les syndicats devraient se concentrer sur les points suivants:

- Adopter plutôt que lutter contre les changements inévitables qui se produisent dans le secteur de l'énergie, ce qui renforcera la position des syndicats au lieu de les affaiblir;
- Renforcer leurs capacités techniques et leur expertise sur les questions clés et les utiliser comme plate-forme pour influencer les politiques. En termes de priorités, c'est ce qui doit être fait en premier - et rapidement;
- Élargir leur programme pour y inclure des préoccupations plus vastes en matière de développement (telles que la réduction des inégalités) afin d'obtenir une plus large acceptation de leur programme ainsi qu'un processus politique plus inclusif et plus transparent;
- Considérer la crise énergétique et climatique en cours comme une opportunité de changement de politique;
- Persuader les gouvernements non seulement de les impliquer dans les discussions de politique régionale, mais aussi d'établir des mécanismes de suivi et de coordination pour assurer la solidité des politiques à tous les niveaux.

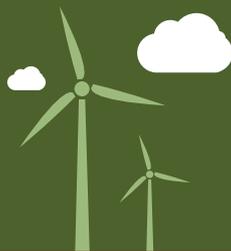


Dans la longue liste des défis énergétiques, il y a au moins deux sources de potentiel incroyable : des ressources énergétiques renouvelables abondantes dans la région ; et l'absence de dépendance technologique, en raison des secteurs énergétiques relativement peu développés en Afrique australe. Si les syndicats adoptent ces changements inévitables au lieu de leur résister, ils peuvent aider à tirer parti de ces avantages inestimables et ainsi contribuer à instaurer une nouvelle ère de prospérité pour tous.

## ABOUT THE AUTHOR

Ivan Mbirimi est un chercheur et consultant indépendant qui a réalisé un travail important de recherche et de partage de documents sur la situation énergétique de l'Afrique australe et sur le réseau énergétique de la SADC. L'étude qu'il a conduite pour le FES TUCC et la SAEN a débouché sur un document qui a été préparé et présenté à la conférence du SAEN en 2016. Ce document a obtenu de bons retours et a été considéré comme l'une des plus importantes ressources pour les syndicats dans le secteur de l'énergie au sein de la région de la SADC, dans la mesure où beaucoup n'ont ni une compréhension ni une expérience basique des questions de politique liées à ce secteur précis.





## NOUS CONTACTER

Friedrich-Ebert-Stiftung  
Trade Union Competence Centre  
Tel : +27 11 341 0270 Fax: +27 11 341 0271  
Site web : [www.fes-tucc.org](http://www.fes-tucc.org)  
Facebook : [www.facebook.com/FESTUCC/](http://www.facebook.com/FESTUCC/)

**FRIEDRICH  
EBERT****STIFTUNG**